

ROYAUME DE BELGIQUE

Intervention de S.E. Karen Van Vlierberge, Représentant Permanent
adjoint du Royaume de Belgique auprès des Nations unies

au Conseil de Sécurité des Nations Unies

Briefing sur le Yémen

New York, 15/09/2020

Monsieur le Président, chers collègues,

Tout d'abord, je souhaiterais remercier l'Envoyé spécial Griffiths et le Secrétaire général adjoint Lowcock pour leurs briefings pertinents.

Lors de mon intervention aujourd'hui, je souhaiterais mettre l'accent sur trois problèmes : les développements politiques récents, le dernier rapport du Groupe d'Experts Eminents et l'importance de la redevabilité au Yémen et enfin la saga toujours en cours du pétrolier SAFER.

Monsieur le Président,

La Belgique, tout comme ses partenaires de l'Union européenne, continue de soutenir les efforts de l'Envoyé spécial Griffiths afin de sécuriser un cessez-le-feu à l'échelle nationale, des mesures de confiance et de redémarrer un processus politique inclusif. Lors de notre dernière réunion fin août, M. Griffiths craignait de perdre l'élan pour la Déclaration Conjointe. En effet, les négociations ne peuvent pas continuer éternellement.

La Belgique est alarmée par les rapports récents concernant la suspension de tous les vols onusiens et humanitaires vers Sanaa par les Houthis. Les Houthis semblent faire le lien entre cette suspension et le blocage continu par la Coalition de navires transportant le carburant au port de Hodeidah. Ceci illustre la nécessité de se mettre d'accord d'urgence sur les questions en suspens dans les négociations de la Déclaration Conjointe.

La Belgique reste également très préoccupée par la montée de la violence à Marib et Hodeidah. Cela menace un processus politique déjà fragile.

Les seuls moyens de surmonter les crises multiples au Yémen, c'est de mettre fin à la guerre et résoudre les différences profondes à travers le dialogue. Nous exhortons toutes les parties à rester engagées dans les pourparlers de paix, sous les auspices de l'ONU, et à mettre en œuvre les accords de Stockholm et Riyadh.

Monsieur le Président,

Dans cette guerre, comme dans tant d'autres, ce sont les civils qui souffrent le plus. La guerre au Yémen a coûté la vie à des dizaines de milliers de civils. Tout à l'heure, le Secrétaire général adjoint Lowcock a fait état une fois de plus de la catastrophe humanitaire terrible qui sévit dans le pays. Pour des millions de Yéménites, la famine est un risque réel.

Dans son troisième rapport, publié la semaine dernière, le Groupe d'Experts Eminents internationaux et régionaux sur le Yémen a établi que toutes les parties impliquées dans le conflit continuent à commettre une série de violations du droit international, des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notant une tendance constante d'attaque contre des civils. Cela ne se produit pas uniquement dans le contexte des hostilités mais aussi loin des lignes de front.

Ces violations sont très répandues. Le rapport indique en particulier le meurtre de civils, la torture, le traitement cruel et inhumain, le viol et d'autres formes de violence sexuelle, le déni d'un procès équitable et le recrutement d'enfants de moins de 15 ans pour participer activement aux hostilités.

Ces violations peuvent constituer des crimes de guerre. La Belgique exhorte par conséquent vivement toutes les parties à s'acquitter de leurs obligations au titre du droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, et de leurs obligations au titre du droit international des droits de l'homme. Assurer la justice pour les auteurs de toutes les violations commises au Yémen reste essentiel. Son importance a été soulignée par ce Conseil à de nombreuses reprises.

Monsieur le Président,

Nous avons récemment été informé d'une nouvelle fuite d'eau, similaire à celle de mai, à bord de la salle des machines du pétrolier SAFER. Apparemment, la fuite a pu être contenue. Mais un jour, et ce jour peut arriver bientôt, nous n'aurons pas cette chance.

Cet incident démontre une fois de plus pourquoi il est essentiel qu'une équipe d'experts de l'ONU ait un accès complet et immédiat au SAFER. Nous incitons les dirigeants Houthis à cesser de retarder le processus. Il faut empêcher une catastrophe environnementale, humanitaire et économique imminente.

Je vous remercie.